

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

TN/TE/W/21
10 février 2003

(03-0844)

Comité du commerce et de l'environnement
Session spéciale

Original: français

RÉUNION DE LA SESSION SPÉCIALE DU COMITÉ DU COMMERCE ET DE L'ENVIRONNEMENT, 12-13 FÉVRIER 2003

Contribution de la Suisse

Paragraphe 31 (i)

- Nous avons convenu lors de la dernière session de nous pencher aujourd'hui sur la question des "**obligations commerciales spécifiques**" énoncées dans les AEM. Comme nous l'avons souligné lors de nos précédentes soumissions (TN/TE/W/4 et TN/TE/W/16), la Suisse estime que la clarification des termes contenus dans la Déclaration ministérielle de Doha est utile, dans la mesure où le lien est fait avec les questions dites conceptuelles.
- Lors des dernières discussions, différentes catégories ont été identifiées et discutées par plusieurs délégations. Permettez-moi, Mme la Présidente, de faire quelques commentaires de fond et de présenter brièvement notre position telle qu'énoncée lors de nos soumissions:
 - La Suisse estime que cet exercice ne doit pas avoir pour but d'analyser la compatibilité des AEM, et des mesures qu'ils prévoient, avec les règles de l'OMC. Par contre, nous attendons de cette discussion une plus grande transparence quant à l'interprétation, donnée par les membres, à la notion d'"obligations commerciales spécifiques", telle que mentionnée dans le Mandat de Doha.
 - Dans ce contexte, la Suisse est d'avis que **deux catégories** sont couvertes par la notion d'"obligations commerciales spécifiques":
 - i) **Les mesures commerciales obligatoires prévues explicitement par les AEM:** Cette première catégorie comprend tous les AEM qui mentionnent explicitement une mesure commerciale en vue d'atteindre un objectif spécifique. C'est le cas, par exemple, de la CITES, selon laquelle le commerce de certaines espèces menacées d'extinction - qui sont ou pourraient être affectées par le commerce - ne peut être autorisé qu'à titre exceptionnel. Permettez-moi d'illustrer cette catégorie avec un exemple. Prenons une plante X qui figure dans l'Annexe I de CITES, c'est-à-dire dans l'Annexe dans laquelle les espèces menacées par le commerce sont énoncées et sont soumises à des règlements stricts. Si le Membre A interdit, sur la base de CITES Annexe I, l'importation de la plante X, cette mesure devrait être considérée comme une obligation commerciale spécifique et serait, par conséquent, couverte par la solution négociée sous le paragraphe 31 (i) entre les membres de l'OMC. Les autres AEM qui sont couverts par cette première catégorie sont les suivants: Convention de Stockholm (POP), Protocole sur la Sécurité biologique (Carthagène), et la Convention de Bâle.

- ii) **Autres mesures adéquates et nécessaires pour atteindre l'objectif d'un AEM:** Cette deuxième catégorie comprend tous les AEM énonçant des catégories de mesures et de politiques pouvant et devant être adoptées en vue d'atteindre un objectif spécifique négocié par les Parties contractantes. Ce sont les AEM qui laissent une certaine marge de manœuvre aux Parties contractantes quant à la mesure liée au commerce à adopter. C'est par exemple le cas du Protocole de Kyoto, dont l'objectif est de réduire les émissions de gaz à effet de serre. Les mesures pouvant être prises dans ce but peuvent concerner des domaines tels que la fiscalité, les normes et les standards, la taxation etc. (Article 2.1 du Protocole). (Prenons le Membre A, figurant dans l'Annexe I du Protocole, où sont énoncés les pays ayant une obligation de réduire les émissions de gaz à effet de serre. Si ce Membre interdit l'importation et l'usage de filtres d'émissions destinés aux industries, au motif que ces filtres ne remplissent pas les normes nationales adoptées en matière de rétention des substances ayant un effet négatif sur la concentration des gaz à effet de serre, cette mesure devrait être considérée comme une obligation commerciale spécifique couverte par la solution négociée sous paragraphe 31 (i) entre les membres de l'OMC. Elle contribue en effet à la mise en œuvre du Protocole, et permet d'atteindre le but du Protocole qui prévoit une obligation de résultat). Cette deuxième catégorie englobe donc les MEAs dans lesquels:

- une obligation de résultat est prévue, et
- les domaines dans lesquels une mesure peut être prise sont spécifiés. Les mesures pouvant être prises afin d'atteindre l'obligation de résultat ne sont donc pas explicitement nommées mais elles découlent implicitement du domaine dans lequel elles doivent être prises (ex: domaine fiscal implique mesures fiscales).

D'autres AEM tombant sous cette deuxième catégorie sont les suivants: Convention de Rotterdam (PIC), Protocole de Montréal, ICCAT, CCAMLR, CBD, OIBT.

- Toutes les mesures liées au commerce prévues par l'un des AEM cités ci-dessus sont présumées être nécessaires à la protection de l'environnement. Ces obligations commerciales **obligatoires** et prévues **explicitement** par un AEM **peuvent être considérées comme compatibles** avec les règles de l'OMC entre les parties à cet accord. Ce principe exige, bien entendu, que lorsque les Etats négocient un AEM, ils prennent soin de ne pas inclure dans l'AEM des mesures liées au commerce qui ne seraient pas nécessaires ou qui seraient arbitraires, protectionnistes ou discriminatoires de manière injustifiable. Notons cependant que la *mise en œuvre concrète* des mesures liées au commerce pourrait tout de même être contestée si un Membre a usé de son pouvoir discrétionnaire d'une manière contraire aux obligations lui incombant dans le cadre de l'OMC.
